

Département de la Seine-Maritime

Charte départementale d'engagements des utilisateurs agricoles de produits phytopharmaceutiques

Objectifs de la charte d'engagements

Dans un souci du « bien vivre ensemble », la présente charte vise à favoriser le dialogue entre les habitants, les élus locaux et les agriculteurs et à répondre aux enjeux de santé publique liés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, particulièrement à proximité des lieux habités.

Son objectif est aussi de formaliser les engagements des agriculteurs du département de Seine-Maritime à respecter des mesures de protection des personnes habitant à proximité lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, en réponse au nouveau contexte légal et réglementaire et dans ce cadre uniquement, en se limitant aux mesures prévues par le décret.

La charte précise notamment les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes en matière d'exposition des habitants. Elle constitue une condition nécessaire pour permettre une adaptation des distances de sécurité.

Contexte légal et réglementaire de la charte d'engagements

Tenant compte des attentes sociétales, à l'Assemblée Nationale, le ministre en charge de l'Agriculture souligne que *"Le Gouvernement appelle les utilisateurs à mettre en place des mesures pour réduire l'exposition aux produits phytopharmaceutiques et favoriser la coexistence des activités sur les territoires ruraux. Ces engagements seront formalisés dans des chartes d'engagement des usagers, adaptées au contexte local et aux leviers effectivement mobilisables par la ou les exploitations."* <http://www.assemblee-nationale.fr/15/cr-eco/17-18/c1718106.asp>

Par suite, les Parlementaires, dans la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite "loi EGALIM", adoptent un amendement gouvernemental visant à modifier l'article L. 253-8-III du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Cet article 83 subordonne l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à des mesures de protection des personnes habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées, sans précision sur ces mesures. Il prévoit que les utilisateurs formalisent ces mesures dans une charte d'engagements à l'échelle départementale. Enfin, il renvoie à un décret le soin de préciser le contenu du dispositif.

Le décret d'application est le décret n°2019-1500 du 27 décembre 2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation. Ce texte fixe le contenu des chartes, avec une obligation d'y intégrer les modalités d'information, les distances de sécurité par rapport aux zones d'habitation et les mesures apportant les garanties équivalentes et les modalités de dialogue et de conciliation. Les mesures qui doivent ou peuvent être contenues dans la charte sont énumérées limitativement dans ce décret. Il indique en outre les modalités d'élaboration par les utilisateurs des chartes et de validation par le Préfet.

Ce décret est lui-même précisé par un arrêté, celui du 27 décembre 2019 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et modifiant l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime. Cet arrêté fixe, pour tous les produits actuellement autorisés (hors produits de biocontrôle, ou composés uniquement de substances à faible risque ou de base), des distances minimales à respecter lors du traitement des parties aériennes des plantes aux abords des habitations et les possibilités de réduire ces distances dans le cadre des chartes d'engagements. Il laisse à l'ANSES le soin de préciser les distances de sécurité pour tout nouveau produit autorisé ou réautorisé.

Champs d'application de la charte d'engagements

La présente charte d'engagements concerne les utilisations de produits phytopharmaceutiques, hors les produits de biocontrôle mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 253-6 dont les autorisations de mise sur le marché ne comportent pas de distances de sécurité, et hors les produits composés uniquement de substances de base ou de substances à faible risque au sens du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/ CEE et 91/414/ CEE du Conseil, à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments, conformément à l'article L. 253-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM).

En vertu de l'article D. 253-46-1-3 du CRPM, le choix a été fait d'appliquer la charte d'engagements à la totalité de l'activité agricole du département.

Ce choix d'appliquer la charte d'engagements à l'ensemble de l'activité agricole du département s'explique par une grande diversité de productions dans les exploitations agricoles, nécessitant une approche cohérente au sein de chaque exploitation et par des mesures de protection équivalentes aux distances de sécurité souvent très proches entre les différentes productions. Il tient également compte de l'habitat diffus / habitat regroupé dans des bourgs du département.

Modalités d'élaboration et de diffusion de la charte d'engagements

En conformité avec l'article D. 253-46-1-3 du CRPM, la charte d'engagements indique les modalités de son élaboration et de sa diffusion.

1) Modalités d'élaboration

La charte d'engagements de la Seine-Maritime a été élaborée initialement par la Chambre d'agriculture, en lien avec la FNSEA76 et les Jeunes Agriculteurs 76. Cette élaboration initiale a donné lieu à des réunions de concertation entre le 7 janvier et le 7 mars 2020. L'objet même de ces réunions a été de bien positionner l'élaboration de la charte dans le contexte agricole spécifique du département de la Seine-Maritime et de son type d'urbanisation.

En effet, le département de la Seine-Maritime se caractérise par une diversité des productions (céréales, cultures industrielles - dont le lin 1^{er} producteur mondial - fourrages, maraichage, arboriculture...) avec une prédominance d'exploitations de polyculture-élevage (principalement bovins lait-viande et ovins). Près de 6000 exploitations mettent en valeur 421 200 ha de surfaces agricoles et contribuent à la dynamique des territoires (développement économique, approvisionnement local via les filières de proximité ou filières longues, entretien des espaces à enjeux eau ou biodiversité en particulier au travers du maintien de l'élevage et des surfaces en herbe, attractivité des paysages...). Le département compte plus de 1.2 millions habitants avec une densité de 199 habitants /km² supérieure à la moyenne nationale (117 hab/km²). Avec 75.2 % de la population habitant en zone dite urbaine, les interfaces entre surfaces agricoles et espaces bâtis sont nombreux en Seine-Maritime et peuvent rendre complexe l'exercice de l'activité agricole.

3 réunions ont également été organisées avec les représentants des collectivités locales entre le 16/02/2020 et le 02/03/2020 (Conseil départemental, Association départementale des Maires, Association départementale des Maires Ruraux) pour partager les réflexions et problématiques liées à la gestion des phytosanitaires.

Des associations de citoyens (Association Familles rurales, UFC Que choisir Rouen...) ont également pu exprimer leurs préoccupations sur l'utilisation des produits phytosanitaires lors des rencontres organisées les 20/02/2020 et 02/03/2020 avec les représentants de la Chambre d'agriculture, de la FNSEA76 et des Jeunes agriculteurs 76 dans le cadre des travaux d'élaboration de la charte de voisinage.

Le projet de charte a été mis en consultation sur le site internet de la Chambre d'agriculture du 25 mars au 23 juin 2020 inclus, avec annonce de la consultation le 30 mars 2020 dans les éditions de Paris-Normandie et envoi d'un communiqué de presse aux journaux locaux le 7 avril 2020 avec annonce de la consultation dans le journal Paris-Normandie, afin d'inciter les habitants du département vivant à proximité de champs agricoles où des produits phytopharmaceutiques sont utilisés à donner leurs avis.

2) Modalités de diffusion

La diffusion de la charte d'engagements tant vers les utilisateurs professionnels que les habitants intervient à différents moments et s'appuie sur différents supports, dans l'objectif de favoriser le « bien vivre ensemble » dans les territoires.

- Une fois la concertation achevée avec le public, en vertu de l'article D. 253-46-1-3 du CRPM, la charte d'engagements formalisée est transmise au préfet de département avec le résultat de la concertation et la synthèse des observations du public réalisée. Dans les deux mois, cette charte, avant approbation préfectorale, est publiée sur le site internet de la Chambre d'agriculture ;
- Une fois approuvée par le préfet conformément à l'article D. 253-46-1-5 du CRPM, la charte d'engagements est publiée sur le site internet de la préfecture. C'est cette version qui fait foi ;
- La charte d'engagements validée par le Préfet est également disponible sur le site internet de la chambre d'agriculture ;
- Les utilisateurs professionnels que sont les agriculteurs sont informés de sa validation par un article dans la presse agricole. Le nouveau cadre d'utilisation des produits phytopharmaceutiques est également présenté lors de réunions d'information organisées par les organisations professionnelles agricoles concernées ;
- Les structures représentatives des Maires mettent la charte validée à disposition des élus locaux qui la communiquent à leurs administrés.

Mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité de zones d'habitation

Les mesures introduites par la loi EGalim et précisées par l'article D. 253-46-1-2 du CRPM et l'arrêté du 27 décembre 2019 viennent compléter le socle réglementaire français pour l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture, dont l'objectif était déjà de répondre aux enjeux majeurs de santé publique et de préservation de l'environnement. Ainsi, les agriculteurs, d'une manière générale :

- Utilisent uniquement des produits phytopharmaceutiques qui ont une autorisation de mise sur le marché ;
- Respectent des prescriptions particulières relatives aux lieux dits « sensibles » (établissements scolaires, médico-sociaux, parcs publics...) accueillant des personnes vulnérables, tels que définis à l'article L. 253-7-1 et par l'arrêté préfectoral « fixant les mesures destinées à préserver les lieux d'accueil des personnes vulnérables du risque d'exposition aux produits pharmaceutiques » en date du 13/01/2017
- Prennent en compte les données météorologiques locales avant toute décision d'intervention, notamment la force du vent et l'intensité des précipitations qui font l'objet d'une réglementation particulière ;
- Respectent les zones non traitées (ZNT) figurant dans la décision d'autorisation de mise sur le marché d'un produit commercial ou sur son étiquetage pour son utilisation au voisinage des points d'eau (a minima 5 m) ;

- Font contrôler les pulvérisateurs de l'exploitation au minimum tous les 5 ans jusqu'en 2020, 3 ans par la suite ;
- Ont un Certiphyto qui atteste une connaissance minimum sur les risques liés aux produits phytopharmaceutiques en termes de santé et d'environnement et s'assurent que l'ensemble des applicateurs de produits sur l'exploitation le détiennent également.
- S'appuient, pour leur prise de décision, sur les bulletins de santé des végétaux (BSV) et sur les conseils des organismes d'accompagnement technique, en particulier pour développer les pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires

Afin de renforcer la protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation, trois mesures de protection complémentaires sont mises en œuvre, en application de l'article D. 253-46-1-2 du CRPM.

1) Les modalités d'information

Afin d'informer et de favoriser le dialogue et la coexistence des activités dans les territoires ruraux, les finalités des traitements, les principales périodes de traitements et les catégories de produits phytopharmaceutiques utilisés pour protéger les principales productions du département sont présentées sur le site Internet de la Chambre d'agriculture.

Ainsi, une information pédagogique sur les périodes de traitement en fonction des différentes cultures sera mise en ligne sur le site des Chambres d'agriculture de Normandie <https://normandie.chambres-agriculture.fr/> au cours de l'été, en amont de la prochaine saison culturale.

2) Les distances de sécurité et les mesures apportant des garanties équivalentes définies en application des articles L. 253-7 et L253.8 du CRPM

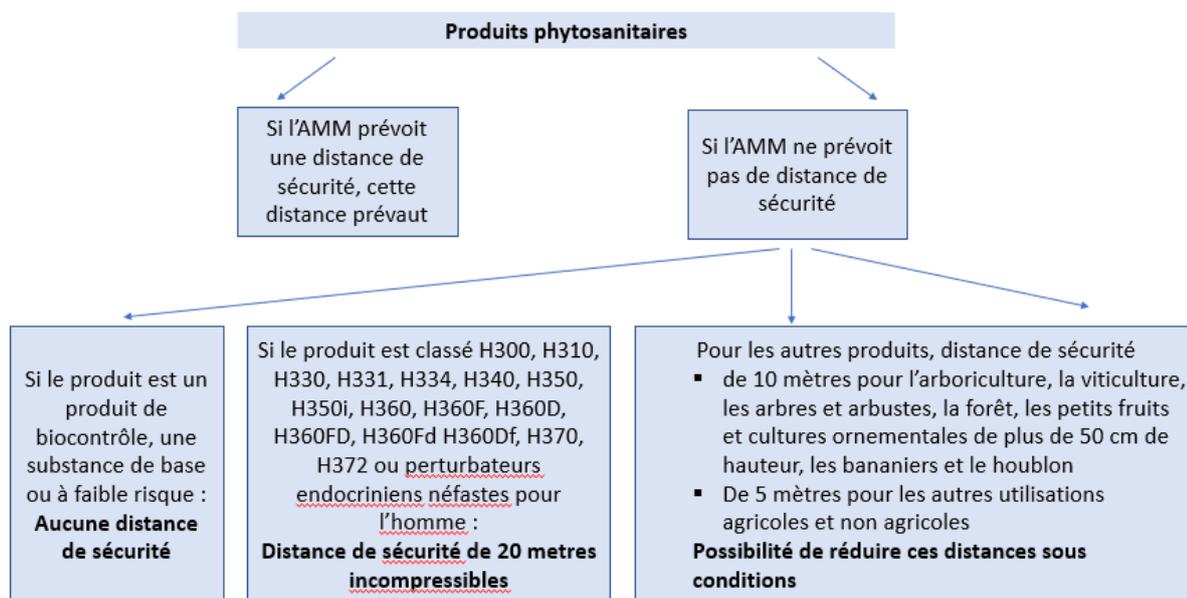
L'arrêté du 27 décembre 2019 instaure, pour les traitements des parties aériennes des plantes, pour certains produits phytopharmaceutiques, des distances de sécurité au voisinage de zones d'habitation.

Conformément à l'article L253.8 du CRPM, les distances de sécurité s'établissent à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments.

Les bâtiments habités sont des lieux d'habitation occupés. Ils comprennent notamment les locaux affectés à l'habitation, les logements d'étudiants, les résidences universitaires, les chambres d'hôtes, les gîtes ruraux, les meublés de tourisme, les centres de vacances, dès lors qu'ils sont régulièrement occupés ou fréquentés.

En cas de caractère irrégulier ou discontinu de l'occupation d'un bâtiment, les traitements peuvent être effectués sans application des distances de sécurité, dès lors que le bâtiment n'est pas occupé le jour du traitement et dans les 2 jours suivant le traitement.

Selon les produits phytosanitaires, l'arrêté du 27 décembre 2019 fixe les distances de sécurité suivantes :



Les listes actualisées des produits sans distance de sécurité et des produits avec une distance de sécurité incompressible de 20 m sont accessibles sur les sites tenus par les Pouvoirs Publics, notamment au lien suivant : <https://agriculture.gouv.fr/distances-de-securite-pour-les-traitements-phytopharmaceutiques-proximite-des-habitations>

Les distances de sécurité ci-dessus peuvent être réduites sous conditions d'une charte d'engagements approuvée par le Préfet et du respect de l'annexe 4 de l'arrêté du 27 décembre 2019, en vigueur au jour de la mise en œuvre de la Charte.

L'annexe 4 pourra être adaptée après avis de l'ANSES.

Aussi, la présente charte permet de réduire les distances de sécurité selon les cultures et les techniques réductrices de dérive présentées à l'annexe 4 de l'arrêté du 27 décembre 2019.

A titre d'information, au 27 décembre 2019, l'annexe 4 est la suivante :

- Arboriculture

Niveau de réduction de la dérive	Distance de sécurité minimale
66% ou plus	5

- Viticulture et autre cultures visées au 1^{er} tiret de l'article 14-2

Niveau de réduction de la dérive	Distance de sécurité minimale
66% - 75 %	5
90% ou plus	3

- Utilisations visées au 2^e tiret de l'article 14-2

Niveau de réduction de la dérive	Distance de sécurité minimale
66% ou plus	3

Par ailleurs, pour les cultures visées par des distances de sécurité de 10 m, en cas de réalisation de traitement herbicides avec des pulvérisateurs à rampe notamment, la distance de sécurité est de 5 m.

Enfin, en cas de traitements nécessaires à la destruction et à la prévention de la propagation des organismes nuisibles réglementés au sens du I de l'article L. 251-3 du CRPM, les distances de sécurité peuvent ne pas s'appliquer, sous réserve de dispositions spécifiques précisées par l'arrêté de lutte ministériel ou préfectoral.

3) Les modalités de dialogue et de conciliation entre les utilisateurs et les habitants concernés

La charte départementale vise à favoriser la coexistence des activités dans les territoires ruraux dans un esprit de dialogue et de conciliation entre les agriculteurs et les habitants.

C'est pourquoi, la charte d'engagements du département instaure un comité de suivi et d'évaluation à l'échelle du département. Les organisations syndicales représentatives opérant à l'échelle du département ou la Chambre départementale d'agriculture qui élaborent la charte désignent les membres du comité de suivi.

Ces membres sont choisis notamment parmi :

- des organisations syndicales opérant à l'échelle du département
- de la Chambre départementale d'agriculture
- des collectivités locales,
- des organisations professionnelles,
- du Préfet

- des représentants d'associations (un représentant de UFC Que Choisir, un représentant d'une association familiale départementale)
- des personnes habitant à proximité des zones susceptibles d'être traitées par des produits phytopharmaceutiques.

Le comité de suivi et d'évaluation se réunit au moins une fois par an pour faire le point sur la mise en œuvre de la charte. Les comptes rendus des réunions sont communiqués sur le site internet de la Chambre d'agriculture et de la Préfecture, permettant d'informer sur l'état du dialogue et de la conciliation dans le département.

Dès sa mise en place, le Comité de suivi et d'évaluation définira, en concertation avec les membres le composant, un plan de communication à l'intention des différents publics (élus, habitants, agriculteurs) facilitant l'appropriation des enjeux de la charte et son application.

Ce comité peut également être réuni, dans un rôle de médiation, en cas de difficulté ou conflit constaté sur une commune concernée par la mise en œuvre de la charte d'engagements. En cas de besoin, le comité de suivi réunira les parties concernées et les entendra afin de dresser un constat objectif de la situation et proposer un règlement du conflit, dans l'objectif de la coexistence des activités dans les territoires ruraux.

Il ressort de la concertation des attentes en matière d'information du public et des élus locaux sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que sur les incidences des ZNT en matière d'urbanisme. Il est donc proposé que le comité de suivi et d'évaluation puisse également être force de proposition sur ces enjeux lors de ses réunions (par exemple lors des futurs projets d'urbanisation afin de ne pas accroître les contraintes et risques de conflits).

Modalités de révision de la charte d'engagements

La présente charte d'engagements peut être révisée en respectant les mêmes modalités de concertation publique.

LEXIQUE

AMM : Autorisation de Mise sur le Marché

ANSES : Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

BSV : Bulletin de Santé des Végétaux

CEE : Communauté économique européenne

CRPM : Code Rural et de la Pêche Maritime

FDSEA : Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles

JA : Jeunes Agriculteurs

PQR : Presse quotidienne régionale

ZNT : Zone de non traitement